

# MAROC

**Tableau 1**

**2019**

Population (en millions d'habitants)	35,6
PIB (en milliards de dollars courants)	119,7
PIB par habitant (en dollars courants)	3 363,6
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) <sup>a</sup>	4,8
Taux de pauvreté, seuil national <sup>a</sup>	7,3
Indice de Gini <sup>a</sup>	39,5
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) <sup>b</sup>	113,9
Espérance de vie à la naissance (années) <sup>b</sup>	76,5

Source : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles.

Notes :

a) valeur la plus récente (2014)

b) valeur WDI la plus récente (2018)

*En raison du double choc — intérieur et extérieur — résultant de la crise de COVID-19, l'économie devrait connaître une profonde récession, sa première depuis 1995. L'assainissement des finances publiques a été interrompu compte tenu des pressions sur les dépenses et du ralentissement de l'activité économique. La réduction des envois de fonds, des activités touristiques et des IDE ainsi que la baisse significative des exportations ont une incidence négative sur la position des paiements extérieurs. La croissance devrait se redresser progressivement, quoiqu'une grande incertitude entoure le rythme et la durée de la reprise.*

## Faits marquants et défis

La pandémie de COVID-19 a frappé l'économie marocaine dans un contexte de faible croissance économique, laquelle est inférieure au potentiel et limitée par une faible productivité. Les effets économiques de la crise, à savoir la baisse de la production de biens et services, la réduction des exportations, la perturbation des chaînes de valeur mondiales et le déclin du tourisme, imposent des défis redoutables et sans précédent alors que le pays s'efforce d'atténuer le double impact — sanitaire et économique — de la pandémie. Il s'ensuit qu'une grande incertitude entoure le rythme prévu de la reprise et que les risques sont toujours orientés à la baisse. Le retard dans la mise au point d'un vaccin, de nouvelles vagues de COVID-19 et un nouveau confinement plomberaient davantage la croissance. Sur le plan extérieur, la récession en Europe pourrait être plus profonde que prévu et conduire à une diminution potentielle des exportations, des recettes touristiques, des envois de fonds de l'étranger et des IDE au Maroc, ce qui aurait des répercussions sur le solde extérieur et exercerait une pression sur les réserves de change. Une perturbation continue des marchés de capitaux mondiaux pourrait entraver l'accès aux financements. En outre, l'atonie de l'activité économique et sa volatilité ont un impact négatif sur le bien-être des ménages, en particulier de ceux dont les dépenses de consommation se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté : en effet, un petit choc peut de nouveau pousser ce groupe dans la pauvreté. En conséquence, la pauvreté et la vulnérabilité devraient augmenter

et inverser la tendance à une réduction rapide de la pauvreté observée ces dernières années.

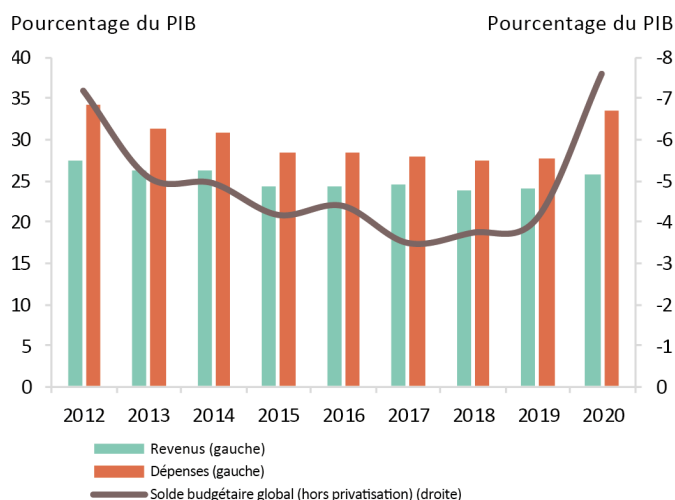
## Évolutions récentes

La période de perturbation et de confinement ayant été beaucoup plus longue (près de trois mois) au deuxième trimestre 2020, la production économique s'est considérablement contractée au deuxième trimestre 2020, reculant de 13,8 % par rapport à une augmentation de 0,1 % au premier trimestre 2020. S'agissant de l'offre, les industries manufacturières ont connu un recul notable de 6 % au premier semestre 2020, de nombreux secteurs ayant arrêté leurs activités à la mi-mars, en particulier le secteur automobile. Principal moteur de la croissance économique au cours des 20 dernières années, le secteur des services a aussi connu un recul considérable de 5 % au premier semestre 2020, entraînant ainsi une baisse de la croissance non agricole à -6,8 % pendant la même période. La banque centrale a abaissé son taux directeur de 75 points de base à 1,5 %, et augmenté le refinancement bancaire, qui passe de 5 % à 11 % du PIB. Parallèlement, le chômage s'est aggravé, passant de 8,1 % à 12,3 % au premier semestre 2020.

Sur le front extérieur, malgré une amélioration de la balance commerciale, la baisse des recettes touristiques (-33,2 %) et des envois de fonds de l'étranger (-8,1 %) a encore détérioré le solde courant. Les réserves internationales ont augmenté grâce aux financements étrangers, dont 3 milliards de dollars au titre de la ligne de crédit modulable du FMI en mars 2020 et 1 milliard d'euros d'obligations (5 et 10 ans) émises en septembre 2020.

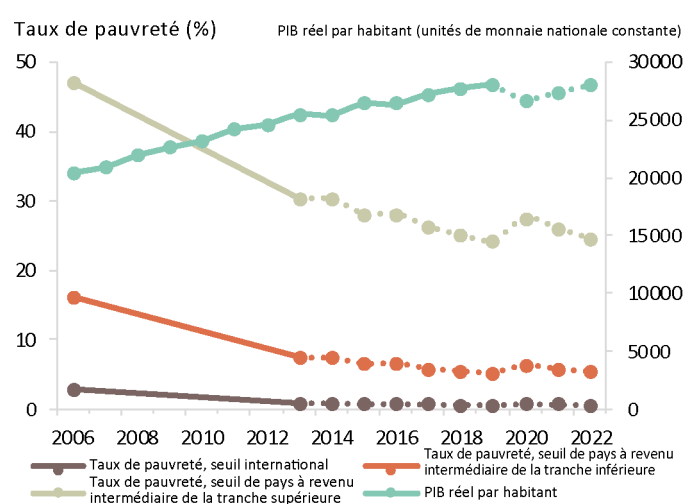
Les efforts d'assainissement des finances publiques entrepris par les autorités ces dernières années ont été interrompus, alors que les dépenses augmentaient

**FIGURE 1 Maroc / Ralentissement de l'assainissement des finances publiques**



Sources : Ministère de l'Économie et des Finances, estimations des services de la Banque mondiale.

**FIGURE 2 Maroc / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant**



Sources : Banque mondiale. Notes : voir le tableau 2.

du fait principalement de l'appui budgétaire du Fonds Covid-19 (auquel le gouvernement a contribué à hauteur de 1 % du PIB). Ce dernier vise à soutenir les ménages au moyen de paiements en espèces et de prestations sociales à court terme, et à accorder des garanties de crédit aux entreprises. Les revenus du Fonds Covid-19 ont atteint près de 3 % du PIB en fin août, tandis que les dépenses se montaient à 2,1 % du PIB. En outre, l'effondrement de l'activité économique a provoqué un déficit de recettes fiscales de 8,3 %, principalement en raison du manque à gagner en droits de douane, biens et services, et revenus et bénéfices, ce qui a creusé le déficit budgétaire. L'arrêt soudain de l'activité économique a généré des pertes de revenus. À cet égard, une récente enquête du Haut-Commissariat au plan a révélé que 34 % des ménages déclarent n'avoir aucune source de revenus parce qu'ils ont dû arrêter leurs activités pendant la période de confinement (35 % en milieu rural).

## Perspectives

Le PIB réel devrait se contracter de 6,3 % en 2020, principalement en raison de la pandémie de COVID-19, mais aussi des effets de la mauvaise pluviométrie sur le secteur agricole. S'agissant de la demande, à l'exception de la consommation

publique, toutes les composantes de la demande globale devraient diminuer considérablement. À moyen terme, la reprise économique sera probablement prolongée alors que la production agricole retrouve son taux de croissance historique et que le secteur non agricole se relève lentement dans le sillage d'un redémarrage progressif de l'activité. Le redressement du secteur du tourisme pourrait être plus lent, car les préoccupations concernant les vagues ultérieures de Covid-19 et la diminution des revenus des ménages pourraient plomber la demande mondiale dans ce secteur. Le Maroc prévoit de créer un fonds d'investissement stratégique (4 % du PIB) sous la forme d'une société anonyme pour soutenir le financement de la relance à court terme et l'investissement dans les infrastructures à moyen et long terme.

Le déficit du compte courant devrait se creuser à 9,9 % du PIB en 2020, avant de diminuer à moyen terme. Le choc extérieur a entraîné une forte régression des importations, des exportations, des recettes touristiques et des envois de fonds. Bien que les importations (à l'exception des produits alimentaires) diminuent, cela ne compensera pas entièrement la baisse des exportations et des recettes touristiques. Sur le plan budgétaire, les revenus seront inférieurs aux prévisions en 2020 et 2021, tandis que les dépenses devraient augmenter en 2020 en raison des dépenses supplémentaires

liées aux mesures de riposte à la Covid-19. En conséquence, le déficit budgétaire global s'élargira pour atteindre 7,6 % du PIB en 2020. La dette de l'administration centrale devrait monter à 78,9 % du PIB en 2022, avant de redescendre progressivement à 76,4 % d'ici 2025.

En 2020, l'extrême pauvreté (seuil de pauvreté international de 1,90 dollar en PPA) augmentera légèrement, mais restera en dessous de 1 %, tandis que la pauvreté mesurée avec un seuil de 3,2 dollars en PPA augmentera de 1 point de pourcentage en 2020 pour atteindre 6,2 %. La proportion de la population « susceptible » de se retrouver dans la pauvreté devrait augmenter en 2020, passant de 24,4 % à 27,5 % de la population totale. La pauvreté devrait diminuer en 2021 et 2022, mais à un rythme beaucoup plus lent que les années précédentes, et les indicateurs de pauvreté ne reviendront pas à la situation d'avant la Covid-19 avant 2022. Cependant, l'augmentation prévue des dépenses sociales assortie d'un meilleur ciblage peut accélérer le rythme de réduction de la pauvreté.

**TABLEAU 2 Maroc / Indicateurs macroéconomiques des perspectives** (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020 e	2021 f	2022 f
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché</b>	4,2	3,1	2,5	-6,3	3,4	3,6
Consommation privée	3,8	3,4	1,8	-5,1	3,4	3,7
Consommation des administrations publiques	2,1	2,7	4,7	8,9	4,5	3,5
Formation brute de capital fixe	-0,2	1,2	1,0	-8,7	4,7	4,9
Exportations, biens et services	11,1	6,0	5,5	-10,7	6,5	6,8
Importations, biens et services	7,9	7,4	3,3	-6,3	4,3	4,5
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs</b>	4,4	3,0	2,5	-6,2	3,4	3,7
Agriculture	13,1	2,4	-4,6	-5,7	8,1	3,8
Industrie	3,6	3,0	3,5	-7,4	2,4	3,5
Services <sup>a</sup>	2,7	3,1	4,0	-5,8	2,7	3,8
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	0,7	1,9	0,2	0,7	1,0	1,5
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	-3,4	-5,5	-4,1	-9,9	-6,5	-5,2
<b>Investissement direct étranger net (% du PIB)</b>	1,5	2,4	0,5	0,6	1,5	1,8
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-3,5	-3,7	-3,6	-7,6	-5,3	-4,2
<b>Dette (% du PIB)</b>	65,1	65,2	65,2	76,6	78,6	78,9
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-0,9	-1,3	-1,3	-4,9	-2,7	-1,7
<b>Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar en PPA de 2011)<sup>b,c</sup></b>	0,7	0,7	0,6	0,8	0,7	0,6
<b>Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)<sup>b,c</sup></b>	5,8	5,4	5,2	6,2	5,8	5,3
<b>Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)<sup>b,c</sup></b>	26,3	25,1	24,4	27,5	26,1	24,6

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise en Pauvreté et équité et Macroéconomie, commerce et investissement.

Note : e = estimation ; p = prévision.

a) Le pourcentage pour les services est recalculé comme étant la valeur résiduelle du PIB au coût des facteurs moins l'agriculture et l'industrie par souci de cohérence interne ; il peut varier par rapport aux chiffres de sources officielles.

b) Calculs basés sur les données réelles de l'ENCDM 2013. Prévision immédiate : 2014-2019. Les prévisions portent sur la période 2020 à 2022.

c) Projections basées sur une hypothèse de répartition neutre (2013) avec répercussion des variations du taux de change = 1 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.